

Pourquoi la prise de conscience écologique a-t-elle été si lente ?

Longtemps, l'être humain a su composer avec la nature. Toutefois, la diffusion de l'économie marchande a transformé la société et bouleversé la hiérarchie des valeurs. La prise de conscience écologique a ainsi été étouffée ou présentée comme passéiste. Une mutation vers une économie respectueuse de la biosphère est-elle alors possible ?

Quelles sont les causes premières des crises environnementales ?

Tout d'abord, évidemment, la croissance démographique. La population mondiale était d'environ 250 millions au début de notre ère, 1 milliard en 1800, puis 3 milliards en 1960, plus de 6 milliards en 2000, peut-être 11 milliards en 2050.

Par ailleurs, la production mondiale a été multipliée par environ 40 en 3 800 ans (de 2000 avant notre ère à 1800), puis à nouveau par environ 40 mais en 200 ans seulement (de 1800 à 2000).

La croissance démographique s'accélère, et la production encore plus !

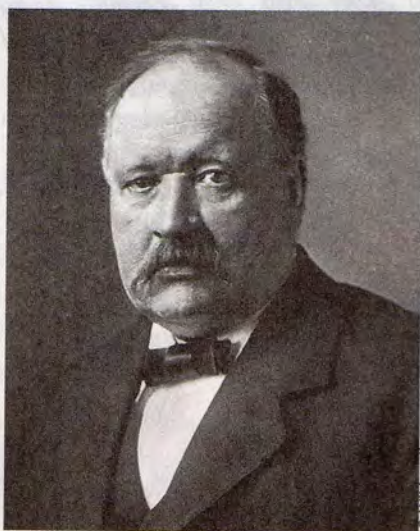
Si chaque être humain de la planète consommait autant d'énergie qu'un habitant des Etats-Unis ou de l'Europe, la consommation mondiale serait multipliée par quatre avec l'accroissement corrélative des pollutions locales et des émissions de gaz à effet de serre, selon l'ONG Global Footprint Network.

Des mises en garde écoutées ?

Les études anthropologiques montrent que les sociétés primitives vivaient de la nature avec parcimonie et ne prélevaient que ce qui était nécessaire à leur subsistance, sans réduire leurs capacités de production. Cette conception de la « terre nourricière » n'est pas seulement idyllique, il s'agissait d'une contrainte : les sociétés qui ne respectaient pas ces équilibres disparaissaient !

Toutefois, les bornes naturelles, morales ou religieuses furent progressivement levées face à la réalité économique d'un monde en mouvement, notamment avec la Renaissance.

C'est justement à partir de cette époque que sont émises les premières mises en garde du système par des penseurs comme Thomas More (1516, *L'Utopie*), Tommaso Campanella (1623, *La Cité du soleil*), Spinoza (1677,



Le Prix Nobel Svante August Arrhenius, qui établit pour la première fois la relation entre l'effet de serre et la consommation industrielle de charbon, sans être pour autant écouté.

L'Ethique), puis Etienne-Gabriel Morelly (1755, *Code de la Nature*) ou Jean-Jacques Rousseau (1761, *La Nouvelle Héloïse*). Tous dénoncent les dangers d'une économie marchande fondée sur la propriété, l'argent, l'intérêt personnel, qui ruine la société civile et saccage la nature...

Or la pensée économique dominante va porter sur la conceptualisation du capitalisme (Adam Smith, Jean-Baptiste Say, David Ricardo, etc.) et la priorité absolue donnée à la société marchande.

C'est alors que la pensée écologique prend son essor.

Les premiers travaux sur l'effet de serre et l'empreinte écologique remontent à la fin du XIX^e siècle. Le savant Svante August Arrhenius établit la relation entre l'effet de serre et la consommation industrielle de charbon. Il reçoit le prix Nobel mais n'est pas entendu pour autant.

Le terme même *ökologie* est utilisé pour la première fois en 1866 par un biologiste alle-

mand, disciple de Darwin, Ernst Haeckel. Mot à mot, c'est « la science de la maison » ; plus largement, c'est l'étude des rapports des êtres vivants avec leur milieu.

Vance Packard a analysé cette société de gaspillage et de destruction dans son ouvrage *The Waste Makers*. La question commence alors à se poser : notre société va-t-elle mourir de ses propres déchets ?

Pourtant, lorsque l'Américaine Rachel Carson écrit en 1962 *Printemps silencieux*, ouvrage dans lequel elle dénonce le rôle des pesticides sur la faune et vulgarise le mot *environnement*, elle est traitée d'hystérique et d'extrémiste.

Cette réflexion critique sur les contradictions du système de production va déboucher sur l'écologie politique, qui exige une réflexion globale (André Gorz, Bernard Stiegler, René Dumont, etc.).

L'économiste suédoise Elinor Ostrom (Prix Nobel d'économie 2009) définit le concept de *biens communs* : ces biens naturels (air, eau, biodiversité, etc.) mais aussi humains (systèmes de santé, d'éducation, etc.) qui constituent la richesse de l'humanité.

Ces penseurs concluent que les biens communs exigent une vision à long terme et que leur gestion serait mieux assurée par les populations concernées que par des actionnaires imposant des rendements financiers immédiats. Diversifier le tissu économique grâce à des associations, des coopératives, des mutuelles serait une façon de créer une sorte de biodiversité économique susceptible de résister à un système globalisant et uniformisant. De telles idées sont largement ignorées des médias.

L'aggravation de la situation

Ce premier constat s'alourdit avec les études sur l'augmentation massive des émissions de gaz carbonique qui a provoqué l'effet ■■■

■■■ de serre et conduit à un réchauffement climatique.

L'actualisation des rapports du GIEC (Groupe international d'experts sur le climat) confirme et aggrave les diagnostics antérieurs sur le réchauffement climatique : augmentation de 3 à 4,5 °C des températures moyennes d'ici à l'horizon 2100, avec pour conséquences la fonte des glaciers, l'élévation du niveau des mers (entre 26 et 82 cm), les menaces sur les grands deltas, les activités cycloniques accrues, la fonte du pergélisol (sols gelés en permanence et en profondeur), la saturation des forêts comme puits de carbone, l'accentuation des zones à fortes précipitations et des zones désertiques, la dégradation des récifs coralliens et des ressources halieutiques, l'appauvrissement des sols, la disparition d'espèces animales et végétales, les migrations de populations humaines menacées...

Une autre conséquence majeure de ce péril environnemental commence à se dessiner : la crise alimentaire.

L'agriculture intensive rencontre ses limites : les rendements cessent de croître, certains sols s'appauvrissent, les nappes phréatiques sont polluées, l'eau vient à manquer, les forêts sont surexploitées, la désertification avance.

L'utilisation massive des pesticides (néonicotinoïdes) met en péril la vie des insectes et notamment des pollinisateurs (abeilles, bourdons, papillons), des oiseaux (souvent insectivores) et des lombrics (maintien de la fertilité des sols), autant de menaces pour l'agriculture.

Les océans ont longtemps constitué une richesse majeure pour la population. Ils sont devenus le réceptacle de déchets en plastique évalués à 5 000 milliards de débris, soit environ 300 000 tonnes qui flottent... L'amoncellement se concentre sur des gyres océaniques (les fameux « nouveaux continents ») mais toutes les mers sont souillées.

L'être humain est aussi directement menacé pour sa santé.

Une zoologue et biologiste américaine, Theo Colborn, établit dès 1988 une correspondance entre les maladies des animaux des grands lacs américains et les maladies humaines. Elle découvre que ce sont les perturbateurs endocriniens qui sont responsables de divers troubles de la fertilité, du métabolisme ou du système immunitaire. Elle livre ses conclusions



Si chaque être humain de la planète consommait autant d'énergie qu'un habitant des Etats-Unis ou de l'Europe, la consommation mondiale serait multipliée par quatre.

© denislismagilov/ Fotolia.

dans un ouvrage, *Our Stolen Future*, (1) préfacé par Al Gore. Cette découverte majeure sera d'abord saluée par la dérision (« un mouvement politique basé sur de la science pourrie »...) avant d'être reconnue.

Les chercheurs, notamment Paul-Josef Crutzen, considèrent que l'ère de l'holocène, commencée il y a 11 500 ans, cède sa place à l'anthropocène. Époque marquée par l'action de l'homme comme force géophysique dominante avec ses trois traits majeurs : altération de la chimie de l'atmosphère, modification des milieux naturels, surexploitation des ressources.

Le déni

Ce constat du péril environnemental provoqué par l'être humain est connu des scientifiques, il s'agit d'un sujet majeur, probablement le plus grave de notre époque. Or les milieux capitalistes et leurs médias font tout pour masquer « cette vérité qui dérange ».

Deux spécialistes américains ont fait ce constat sidérant : la consultation exhaustive des milliers de travaux scientifiques montre que l'origine humaine du réchauffement climatique est quasi unanimement reconnue. À l'inverse, la présentation de ces études par les grands médias américains révèle que l'origine humaine de ce réchauffement est contestée dans 53 % des articles. Les travaux scientifiques sont donc présentés au public de façon biaisée, voire mensongère.

Un journaliste du quotidien *Le Monde* expose les mensonges des industriels pour masquer les effets du tabac, de l'amiante, du gaz de schiste, du charbon, du pétrole, des

pesticides, des perturbateurs endocriniens, du réchauffement climatique, etc. (cf. Stéphane Foucart, *La fabrique du mensonge*, Denoël, 2013).

L'oligarchie capitaliste est prête à soudoyer des experts, créer de faux instituts, utiliser ses médias pour manipuler l'opinion.

À chaque fois que les Etats ont pris des dispositions pour sauvegarder l'environnement, ils ont provoqué une levée de boucliers des milieux d'affaires : « utopies,

inepties, catastrophes économiques, etc. ». L'économiste Michael Porter (Harvard) a étudié la mise en place de ces différentes mesures : l'économie globale n'a pas été affectée, les entreprises ont dû adopter des attitudes plus responsables. C'est l'hypothèse de Porter : les entreprises n'améliorent leur fonctionnement que si elles sont contraintes.

Vers une mutation de l'économie

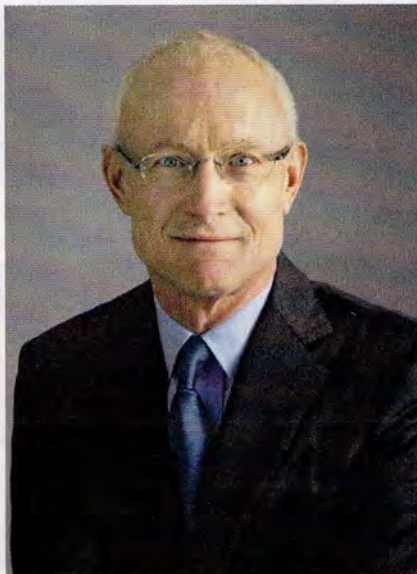
Toutes les alertes des scientifiques ont été traitées avec condescendance par les milieux d'affaires mais commencent à sensibiliser l'opinion publique et les gouvernements.

L'Onu a organisé dès juin 1972 à Stockholm la première conférence sur l'environnement dans le sillage de la pensée de Mai 68.

La dirigeante politique norvégienne Gro Harlem Brundtland remet en 1987 un rapport essentiel, le rapport Brundtland, qui introduit la notion de *développement durable*. Le GIEC est créé en 1988.

La deuxième conférence des Nations unies sur l'environnement se tient à Rio de Janeiro en juin 1992. C'est le fameux « sommet de la Terre ». Cette conférence approuve le protocole de Montréal sur l'abandon des CFC (chlorofluorocarbures), responsables de la destruction de la couche d'ozone. Elle crée la Conférence des parties (COP) afin de coordonner les efforts de lutte contre le réchauffement climatique.

La COP21, tenue à Paris en décembre 2015, constitue un succès diplomatique par le nombre de parties signataires (195 Etats, dont la Chine et les Etats-Unis) et par l'importance des engagements (réduction du réchauffement cli-



© Cnproject/Wikimedia.

Selon l'économiste Michael Porter, les entreprises n'améliorent leur fonctionnement que si elles sont contraintes. C'est l'« hypothèse de Porter ».

matique « bien en dessous » de 2 °C, contrôle réguliers des actions entreprises, financements en faveur des pays les plus pauvres). Ce sommet traduit une prise de conscience internationale, même s'il repose sur de simples engagements, encore modestes et tardifs. La récente ratification de l'accord par la Chine et les Etats-Unis (premiers pollueurs mondiaux) devrait avoir un effet d'entraînement sur d'autres pays.

Les projets pilotes écologiques se multiplient dans le monde entier. Un nouveau corpus de pensée apparaît.

Karl Polanyi et René Passet ont élaboré une vision complète de l'économie en trois sphères concentriques : la sphère économique classique (production, consommation), englobée dans la sphère humaine (travail, organisation, culture, etc.), elle-même insérée dans la biosphère. Dans une telle vision globale, l'économie marchande paraît fondée sur des bous-

soles imparfaites et même partiales. Une entreprise peut dégager de gros profits tout en provoquant des maladies professionnelles ou des pollutions coûteuses pour la collectivité. Un pays peut réaliser un fort PNB tout en dilapidant ses ressources naturelles ou en détruisant ses espèces animales. Que valent alors les notions de profit et de PNB ? L'économie doit donc être évaluée dans son contexte social et environnemental :

- En 1990, les économistes Amartya Sen (Prix Nobel 1998) et Mahbub Ul Haq conçoivent pour le compte de l'Onu le concept d'indice de développement humain (IDH). Ce dernier repose sur la situation d'un pays en termes de santé, d'espérance de vie, d'alphabétisation, d'éducation.

- Le concept d'externalité a été conçu dès 1920 par Alfred Marshall et développé par Arthur Pigou, puis par James Meade. Cette notion a pris une importance majeure en économie de l'environnement, avec l'externalité négative, lorsque par exemple une usine pollue un sol ou une rivière. A l'inverse, la pollinisation des arbres fruitiers par les abeilles constitue une externalité positive pour l'exploitant qui reçoit un cadeau de la nature. On croyait ces externalités marginales, elles sont déterminantes.

La réflexion a débouché sur l'élaboration d'une véritable comptabilité globale qui évalue

le coût complet d'une activité : aspects financiers mais aussi sociaux et environnementaux. La méthode est véritablement novatrice car elle mesure l'utilité réelle d'une activité pour la société. Mesurer, c'est gouverner.

La bourse ou la vie ? A nous de décider ■



► Philippe Vadjoux.

Diplômé de Sciences po (IEP), docteur en Sciences économiques, il a fait carrière essentiellement à l'Agence française de développement, avec de nombreux postes sur le terrain (Asie et Afrique). A assuré des missions macroéconomiques, en liaison avec les autorités locales et françaises, le FMI, la Bird, l'Union européenne, les agences de notation... et mis en œuvre des projets avec les populations, les entreprises locales et françaises. Auteur d'un roman Enfants de Floréal, chez In Octavo, et de l'essai L'économie a-t-elle un sens ?, publié par L'Harmattan.

► Blog

<http://l-economie-a-t-elle-un-sens.over-blog.com>

1. Ouvrage paru en français sous le titre *L'Homme en voie de disparition ?* aux éd. Terre vivante.

Philippe Vadjoux
L'économie a-t-elle un sens ?
Essai



L'économie a-t-elle un sens ?

Le profit est-il légitime s'il ne tient pas compte des coûts sociaux, environnementaux ? L'économie n'est pas d'origine divine ou naturelle, elle dépend de nous, elle évolue. La recherche d'une nouvelle économie plus démocratique, plus créative, plus diversifiée au service des êtres humains et respectueuse de la planète n'est pas utopique. Elle existe au travers d'idées, de projets, d'expériences. Une mutation est possible.

De Philippe Vadjoux, éd. L'Harmattan.